Mon amendement a pour premier objet d'accorder une certaine discrétion au tribunal à cet égard. Je le répète, cet amendement porte que le juge du tribunal pour adolescents peut rendre une ordonnance autorisant la publication du compte rendu, mais peut aussi refuser de rendre cette ordonnance. Donc je remplacerais le mot «doit» par «peut» en sorte que même si un agent de la paix réussit à convaincre le juge des deux choses que j'ai indiquées, qu'il y a des raisons de croire que l'adolescent est dangereux pour autrui et que la publication du compte rendu s'impose pour appuyer les efforts en vue de l'arrestation de l'adolescent, le juge ne serait pas tenu d'ordonner cette publication.

En second lieu, la rédaction de mon amendement rendrait plus strictes les conditions posées par le gouvernement à l'alinéa a) du projet de loi, qui dit «il y a des raisons de croire». Il faudrait à mon avis insérer les termes «il y a des motifs raisonnables et probables de croire que l'adolescent représente une grave menace pour la sécurité publique, donc que la publication s'impose». Cela ne fait que rendre la chose plus difficile. Cela impose une charge plus lourde, je suppose, aux agents de la paix que de simplement montrer qu'il y a des raisons de croire certains faits, c'est-à-dire que l'adolescent est dangereux. L'amendement n° 9 exige qu'il y ait des motifs raisonnables et probables, ce qui est une condition plus stricte imposée à l'agent de police.

La troisième partie de l'amendement que je propose exige qu'un avocat soit désigné pour représenter l'adolescent. Il y a des difficultés en ce qui concerne cette disposition-là. Je recommande que le texte comporte: «Le juge du tribunal pour adolescents comme un avocat pour représenter l'adolescent dans les procédures relatives à une demande faite en vertu du présent paragraphe.» Cet amendement est recommandé par le groupement *Justice for Children* et par le Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse. Il a été estimé que lorsqu'il y a une demande *ex parte*, l'adolescent doit être représenté de façon quelconque. Nous proposons donc que le juge du tribunal pour adolescents désigne un avocat pour représenter l'adolescent de manière que les dispositions de cette loi soient respectées, de sorte qu'il y ait en fait des motifs raisonnables et probables de croire que l'adolescent est dangereux.

Naturellement, le jeune en question ne pourrait pas constituer avocat, et ce dernier qui serait désigné par le tribunal ne saurait peut-être pas où se trouve cette personne; quoi qu'il en soit, on a jugé qu'il était important que cette jeune personne soit représentée par un avocat, même si elle n'est pas en mesure de lui donner des instructions.

En quatrième lieu, compte tenu des graves conséquences pour la vie privée du jeune et de sa famille dans le cas de la publication d'une ordonnance, un avis sera donné aux parents de ce jeune, à moins que ce soit impossible. Au lieu que la demande soit simplement communiquée à une seule partie, en vertu de l'amendement n° 9, l'avis de la demande de publication serait communiqué aux parents lorsqu'il sera possible de le faire.

Jeunes contrevenants—Loi

Je le répète, l'association *Justice for Children* et le Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse sont tout à fait d'accord avec cet amendement qui permettrait de veiller à l'intérêt bien compris du jeune contrevenant.

M. le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

(La motion n° 9 est rejetée.)

M. John Nunziata (York-Sud—Weston) propose:

Motion n° 10.

Qu'on modifie le projet de loi C-106 à l'article 28 en remplaçant les lignes 33 à 36, page 20, par ce qui suit:

«(1.3) La durée d'application d'une telle ordonnance est laissée à la direction du tribunal.»

—Monsieur le Président, comme je l'ai expliqué tout à l'heure, l'article 38 permet à un agent de police de demander au tribunal de rendre une ordonnance autorisant la publication de certains renseignements susceptibles d'établir l'identité d'un jeune contrevenant. L'alinéa 1.3 précise que la durée d'application d'une ordonnance rendue en application de ce paragraphe est de deux jours suivant celui où elle a été rendue.

● (1610)

Le *Citizen* d'Ottawa et Radio-Canada ont soutenu qu'il ne devrait pas y avoir de limite de deux jours. Ils ont soutenu une argumentation très convaincante, que je vous expose. En vertu de cet article, qui est nouveau dans la loi sur les jeunes contrevenants, un tribunal peut autoriser les médias à publier certaines informations sur un jeune contrevenant en liberté afin de prévenir le public de la présence possible de ce jeune contrevenant dans une certaine collectivité. La publication de ces informations pourrait aussi aider la police à l'appréhender.

Supposons un instant qu'une demande soit présentée et que les médias annoncent qu'un jeune délinquant, auteur d'un crime, disons par exemple un meurtre, est en liberté quelque part dans la collectivité. Imaginons que le public soit informé par les médias que tel délit a été commis et que tel jeune délinquant dangereux est en liberté dans une collectivité donnée. L'ordonnance expirerait au bout de deux jours. Par conséquent, les médias pourraient alerter la population, ou l'inviter à prendre les précautions nécessaires, mais au bout de deux jours, ils n'auraient plus le droit de dire à la population que le jeune délinquant a été appréhendé et qu'il n'y a plus de raison de s'inquiéter.

Les auteurs de l'argumentation estimaient donc que dans ces circonstances, il faudrait laisser à la discrétion du tribunal le soin de déterminer la durée de l'ordonnance. Compte tenu des circonstances qui entourent un cas précis, le tribunal pourrait permettre de faire durer un ordre de publication pour une certaine période de temps. En limitant le délai à deux jours, on risque de rendre un mauvais service à la collectivité.